

Un monde malade du Covid... et du capitalisme !

Branle-bas de combat au sommet de l'État français : Macron, positif au Covid, s'est auto-confiné et se filme pour donner de ses nouvelles. Fais ce que je dis, pas ce que je fais : la veille du test, il dînait à l'Élysée, avec son boys band d'une dizaine de fidèles ! Ils n'étaient donc pas six à table, comme le gouvernement le préconise, et ce dîner s'est terminé à minuit et demi, enfrenant allègrement le couvre-feu... Une fête clandestine de plus ? L'occasion de se rappeler toutes les leçons de morale que ce gouvernement et ses affidés nous auront administrées, telle cette phrase de Richard Ferrand fin octobre sur France Inter : « *Si on est malade, c'est qu'on n'aura pas fait aussi attention que nécessaire. [...] Ce n'est pas une question de faute, c'est une question de responsabilité.* »

Les irresponsables

Cette légèreté des salons de l'Élysée face à la pandémie n'est que la partie émergée de l'iceberg : depuis le début de la crise sanitaire, ce gouvernement a accumulé les fautes.

Dernières révélations en date, dans la commission d'enquête du Sénat sur la gestion de la crise sanitaire : Jérôme Salomon, directeur de Santé publique France, savait déjà en 2018 que la majorité des masques chirurgicaux en stock étaient périmés. Il a fait modifier – donc falsifier – un rapport qui pointait cela et il ne voulait commander qu'un dixième du nombre de masques jugés nécessaires.

Pour lui, comme pour le reste de ce gouvernement, notre santé valait alors moins que leurs petites économies.

Course au vaccin... course aux profits

Mais, notre santé, ils en ont justement besoin pour faire tourner l'économie. Face au virus, ils placent tous leurs espoirs dans la vaccination massive. Les bienfaits des vaccins ne sont plus à démontrer : variole, rougeole, tétanos, polio, etc. : ils évitent chaque année plusieurs millions de morts à travers le monde.

Mais on peut craindre que la concurrence acharnée entre grands laboratoires pharmaceutiques et la guerre de communication qu'ils se mènent, à grands renforts d'effets d'annonce sur les pourcentages d'efficacité de leurs vaccins respectifs, aient eu la priorité sur l'indéniable utilité sanitaire de ces derniers. Et, du fait de l'inévitable manque de recul sur les effets secondaires, la vaccination serait plus facilement acceptée si les commandes n'étaient pas aux mains des magnats de l'industrie pharmaceutique, autrement dit si l'industrie du médicament était socialisée et étroitement contrôlée par la population.

Covid et poches pleines

En tout cas, les places boursières ont bondi dès l'annonce des premiers vaccins, début novembre. Car, face à une pandémie qui infecte des dizaines de millions de personnes, les États sont déjà prêts à payer (avec notre argent) rubis sur l'ongle les trusts pharmaceutiques, avant même que les scientifiques aient pu mener à bien tous les essais. Une ministre belge a publié sur Twitter les prix des vaccins précommandés par l'Union européenne, jusque-là restés confidentiels... ce qui a plongé dans l'embarras la Commission européenne, qui a rappelé « la clause de confidentialité » inhérente au capitalisme. C'est une affaire de gros sous. Ce qui nous renvoie à un autre aspect de la question : qui aura accès au vaccin ? Les pays les plus riches réservent des millions de doses pour faire redémarrer leurs économies, à coups de millions d'euros ou de dollars. Mais bien des États ne peuvent déboursier de telles sommes.

Levée du secret des affaires, transparence sur les essais cliniques, mutualisation de la recherche entre les différents labos : faisons le rêve d'une société débarrassée du virus du profit, dans laquelle les formidables progrès de la médecine seraient mis au service de toute la population.

Ça fait peur pour le bilan social de 2020

La semaine dernière, la direction a présenté le bilan social pour 2019, qui montre qu'avant même d'aborder la crise du Covid-19, la situation était difficile. Mais ça, on le savait déjà. Malgré le jour de carence, l'absentéisme augmente régulièrement (8,6 %), et atteint 17 % pour les collègues ASH.

Ces arrêts maladie, qui concernent tous les agents paramédicaux et médicaux, durent en moyenne plus d'un mois.

Embauches et respect

Depuis de longues années, les collègues ASH ne participent plus que très rarement aux relèves. Leur travail est pénible et pas reconnu, même si tout le monde peut voir combien il est capital.

Elles sont ballottées d'un service à l'autre en fonction du manque d'effectif dans leur pôle, n'ont que peu d'accès à la formation continue et leur salaire dépasse tout juste le smic. Devant une telle maltraitance de l'encadrement, on comprend ces arrêts.

La direction veut nous jeter quand on n'en peut plus

Aujourd'hui, pour les quelque 7 000 employés paramédicaux et médicaux, il n'y a plus qu'une seule médecin du travail.

Lors d'une réunion, cette dernière prévenait que, dans l'avenir, de nombreux agents auraient des problèmes d'épaules en raison du travail sur ordinateur et des mauvaises postures. Et d'ajouter qu'il fallait faire des formations et avoir du bon matériel, sinon « on allait dans le mur ». Mais pour le DRH, les reconversions seront de plus en plus difficiles, comme si ces handicaps, n'étaient pas liés au travail !

Embauches et augmentation des salaires !

Un tiers des nouveaux infirmiers quittent l'hôpital au cours de leurs trois premières années d'exercice. La situation s'est encore aggravée depuis 2017-2018 avec le départ de 15 % d'entre eux dès la première année de travail. La direction a interdit les mutations. Ce qui n'empêchera pas les professionnels intéressés par des salaires et des conditions de travail plus attractifs de partir dès qu'ils le pourront.

Des papiers pour tous !

Vendredi 18 décembre, des milliers de sans-papiers, accompagnés de leurs soutiens, ont manifesté une nouvelle fois pour réclamer leur

régularisation ainsi que des logements et des salaires dignes. Comme le rappelait un slogan, « *les frontières, c'est l'arme des patrons* », qui profitent de l'absence de papiers de ces travailleurs pour les surexploiter et les maintenir dans la précarité.

Ces nouvelles manifestations, après le succès des marches précédentes, montrent que les sans-papiers sont déterminés à ne pas se laisser faire. Leur combat est celui de l'ensemble du monde du travail.

Climat : un référendum bidon

Macron nous annonce un référendum pour inclure dans la Constitution la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique. Si jamais la mesure se concrétisait, elle n'aurait aucune conséquence. La Constitution inclut déjà le droit au travail ou le droit au logement... On sait ce que cela vaut !

En même temps que cette annonce, Macron revoit à la baisse une bonne partie des mesures de la « Convention pour le climat », qu'il annonçait encore il y a quelques mois reprendre « sans filtre ». Pour Macron, très au-dessus de la défense de l'environnement, c'est avant tout la défense des intérêts des patrons.

L'impunité organisée

Deux ans après les faits, la jeune Maria, violemment tabassée par des policiers en marge d'une manifestation à Marseille, vient de recevoir une réponse judiciaire : non-lieu. Les flics tabasseurs n'auraient pas été identifiés... Un non-lieu et une non-surprise : tout a été fait côté policier et IGPN pour ne surtout pas retrouver les cogneurs.

Chaque semaine apporte son lot de nouvelles violences policières par des policiers en roue libre. La loi de sécurité globale que le gouvernement prétend remanier ne vise qu'à assurer un peu plus l'impunité des flics à son service.

Suppressions d'emplois à grande vitesse

Avec plus de 7000 suppressions de postes de 2017 à 2019, la SNCF se hisse sur la première marche du podium... des principaux groupes destructeurs d'emplois. Avec ses 1200 filiales dans le monde, la SNCF est bien une entreprise capitaliste comme une autre. Comme dans le privé, à coups de suppression d'emplois, de réorganisations et de gel des salaires, la direction fait payer le maintien de sa rentabilité à ses salariés.

Cette même offensive menée partout par les patrons montre les intérêts communs que les travailleurs ont à défendre ensemble, quel que soit leur secteur.